



ENTREPRISE ECONOMIE POLITIQUE HIGHTECH AUTO EMPLOI TRIBUNES PATRIMOINE LUXE

Medef, FO, CFDT, CFE-CGC: les principales réactions au report du projet de loi El Khomri

Par Challenges.fr

Publié le 29-02-2016 à 16h29
Mis à jour à 17h06

L'exécutif a annoncé, le report de la présentation du projet de loi sur le Travail qui sera présenté le 24 mars en conseil des ministres.



L'exécutif a annoncé, lundi 29 février, le report de la présentation du projet de loi sur le Travail, qui a suscité une forte opposition syndicale. Selon une source gouvernementale, le texte sera présenté le 24 mars en conseil des ministres, au lieu du 9 mars. Voici les principales réactions qui ont suivi cette annonce:

Chez les syndicats

La CGT: Le gouvernement "doit maintenant annoncer son retrait et ouvrir une phase de négociations réelles avec les représentants syndicaux et les organisations de jeunesse pour élaborer un code du travail protecteur. La CGT propose aux salariés, la semaine du 7 au 11 mars, des initiatives multiples dans les entreprises et le 9 mars de participer aux rassemblements et manifestations unitaires en construction. Fin mars, elle appelle avec d'autres organisations syndicales et organisations de jeunesse, les salariés à une journée de mobilisation convergente" pour le retrait du texte. (communiqué)

Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT: "Nous avons obtenu le report du projet de loi Travail, nous allons maintenant nous battre dans la concertation pour obtenir un rééquilibrage du texte. Il faut retirer le plafonnement des indemnités prud'homales, le pouvoir unilatéral de l'employeur et revoir le cadre des licenciements économiques". (twitter)

Jean-Claude Mailly (FO): "Reporter n'est pas suspendre, reporter c'est fixer une autre date, suspendre c'est annuler le calendrier prévu (...) Si le gouvernement reporte de trois semaines ou un mois, cela ne change rien il faut accroître la pression". (twitter)

Luc Bérille, secrétaire général de l'Unsa: "Les concertations vont enfin s'ouvrir. Je me réjouis que ce soit Manuel Valls qui reçoive les partenaires sociaux, parce qu'on voit bien qu'on a besoin d'interlocuteurs en capacité de négocier avec nous et de rendre des arbitrages politiques". "On maintient l'intersyndicale de jeudi matin. D'autant plus que, désormais, la donne a changé, on va pouvoir se faire entendre. Raison de plus pour que jeudi matin, les organisations syndicales tentent de voir ce qu'elles pourront dire ensemble." (Déclaration à la presse à la sortie d'une réunion au ministère du Travail)

Caroline De Haas, initiatrice de la pétition en ligne "Loi travail, non merci! Ne laissez pas le gouvernement et la CFDT s'imaginer sans doute qu'en reculant ils pourront mieux sauter. Ils nous prennent pour des imbéciles. Cette petite manoeuvre montre que la mobilisation prend ses fruits. Nous sommes 776.000 et nous demandons le retrait de la loi". (twitter)

Un porte-parole du Medef: ENTREPRISE ECONOMIE POLITIQUE HIGHTECH AUTO EMPLOI TRIBUNES PATRIMOINE LUXE "C'est une bonne chose que de prendre le temps de faire de la pédagogie. Expliquer les choses, cela ne nous semble pas être une perte de temps (...) Il ne faut pas que ça conduise à un affadissement du texte. La réforme doit rester très ambitieuse".

François Asselin, numéro un de la CGPME, organisation représentant les petites et moyennes entreprises: "Face à la fronde qui s'est constituée, on a l'impression qu'il va y avoir une volonté d'édulcorer pas mal d'articles. J'espère qu'on ne va pas avoir 'deux pas en arrière' pour 'un pas en avant. A force de vouloir faire de la France un eldorado social, on va en faire un désert économique'" (Déclaration à l'AFP).

Carole Couvert, présidente de la CFE-CGC: "Nous allons laisser toute sa chance à cette nouvelle séquence de concertation. Si, entre maintenant et le passage au conseil des ministres, on a des signaux du gouvernement sur une évolution, notamment du licenciement économique, le fractionnement du repos quotidien, le forfait-jour (...) et la médecine du travail, alors nous en tiendrons compte. Si le projet devait rester en l'état, la CFE-CGC n'exclut aucun type d'actions" (à l'AFP)

Catherine Lebrun (Solidaires): "Ce report est une première victoire. Le gouvernement essaie de désamorcer la bombe, car hors syndicats, la fronde est importante. Mais sur le fond, il ne veut bouger le texte qu'à la marge. Notre appel à se mobiliser se justifie toujours". (à l'AFP)

La CFTC "accueille favorablement ce report, puisqu'il répond à son souhait d'être davantage entendue sur ses propositions en vue de rééquilibrer le projet de loi actuel". (à l'AFP)

,: "Ce report est une première victoire. Ceux qui annonçaient il y a quelques jours leur +détermination+ et un recours au 49-3 dans le débat parlementaire commencent à reculer face à la contestation". Pour l'UNEF, "l'objectif reste plus que jamais le retrait du projet de Loi Travail. Les deux semaines de concertation annoncées par le Premier Ministre ne font que repousser le couperet d'une loi dont la logique même est de précariser les jeunes". (communiqué)

Chez les politiques

Guillaume Larrivé, porte-parole de Les Républicains: "On assiste à l'implosion en direct de la majorité. On verra si un texte est présenté (au Parlement), on est très désireux de discuter de ce projet article après article. Il y a urgence à modifier les paramètres du droit du travail pour permettre aux entreprises d'embaucher plus facilement". (Déclaration lors du point de presse hebdomadaire de son parti à Paris.)

Eric Woerth, secrétaire général du parti LR: "Les Républicains sont favorables aux principes de la loi Khomri. Rendre moins rigide le code du travail, on le prône depuis longtemps. Mais nous irons plus loin, au travers d'amendements qui seront au standard européen. Il n'y a pas de synthèse hollandienne possible entre le PS de toujours et l'aile libérale du parti socialiste. Mais nous craignons un vaste détricotage de ce projet de loi". (Déclaration à la presse)

(Avec AFP)



Sur le web : Le parti pris d'Apolline de Malherbe: La CFDT obtient le report de la prés